

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

SONATRACH I SUR FOND DE RÈGLEMENT DE COMPTES ET DE LUTTES
INTESTINES AU SEIN DU SÉRAIL

Les fils de, les copains et les coquins, les absents

Ouverte le 27 décembre dernier, il y a près d'un mois, le procès de l'affaire dite «Sonatrach I» se termine. Le verdict sera mis en délibéré : il faudra attendre plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour qu'il soit rendu public. Sur le banc des accusés, plusieurs gestionnaires de Sonatrach, dont un ancien PDG, des fils de, «des copains et des coquins», des sociétés privées, algériennes et étrangères. Mais ce procès aura surtout brillé par l'absence de l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil.

Les nombreux avocats des accusés, parmi les meilleurs du barreau, auront mis en exergue avec talent et forte démonstration les nombreuses lacunes et défaillances de ce procès. Pour eux, cette parodie de procès est en fait une affaire politique sur «sur fond de règlement de comptes et de luttes intestines au sein du sérail».

Ils n'ont cessé, plusieurs semaines durant, avec l'aide de leurs clients, de montrer que l'ancien ministre Chakib Khelil était derrière l'ensemble des actes de gestion qui ont mené à ce procès. Pour rappel, au box des accusés, il y avait 19 personnes dont des ex-responsables du groupe Sonatrach et de sociétés étrangères qui ont répondu de faits liés à la «corruption», selon le rôle complémentaire de la deuxième session criminelle 2015. Parmi les accusés figurent l'ex-président-directeur général (PDG) du groupe national, Mohamed Meziane, et le patron du groupe allemand Contel Algérie Funkwerk, El-Smaïl Mohamed Réda, ainsi que 8 directeurs exécutifs de Sonatrach, dont Amar

Zenasni, responsable du transport par pipeline, et le directeur des activités d'amont, Belkacem Boumediène.

Les effets désastreux des marchés de gré à gré

Cette affaire avait été reportée à deux reprises, en mars et juin derniers, pour plusieurs motifs, dont celui d'«absence de témoins». Sur la liste des accusés figurent également 4 entreprises étrangères ayant bénéficié «fraudeusement» de marchés publics, au préjudice de Sonatrach.

Parmi les chefs d'accusation retenus contre les accusés, dont 7 en détention depuis plusieurs années, figurent «association de malfaiteurs», «passation de marchés contraires à la loi pour accorder des privilèges injustifiés à des tiers», «blanchiment d'argent», «augmentation de prix dans des contrats avec une entreprise publique», «détournement de deniers publics» et «blanchiment d'argent et corruption». Selon l'arrêt de renvoi, les faits concernent cinq marchés «frauduleux» d'une valeur de 1100 milliards de cen-

times accordés par l'ex-PDG de Sonatrach au groupe allemand Contel Algérie Funkwerk Pletarc, dans le cadre d'un projet d'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique des complexes du groupe national à travers le pays.

Ces contrats ont été accordés dans le cadre du gré à gré, en contrepartie d'actions acquises au profit des deux fils du patron de Sonatrach, Fawzi et Réda Meziane, dans le groupe Contel, selon la même source.

Le groupe Contel Algérie Funkwerk Pletarc et son patron, El-Smaïl Djaafar Réda Méziane, principal accusé dans cette affaire, a obtenu des privilèges injustifiés alors que ses offres étaient plus élevées que celles des autres soumissionnaires.

Saipem Italie ou le gazoduc qui n'a servi à rien

Autre volet non moins important de ce procès : le groupe Sonatrach, selon l'arrêt de renvoi toujours, a conclu un marché jugé douteux avec Saipem Algeria (Italie) pour la réalisation du gazoduc liant l'Algérie à l'Italie (Sardaigne). L'enquête a révélé qu'un des fils de Mohamed Meziane travaillait comme conseiller, depuis 2006, auprès du patron de Saipem Algérie, Tullio Orsi.

Ce dernier est poursuivi par le parquet de Milan dans le cadre d'une affaire de corruption impliquant le groupe pétrolier italien ENI dont Saipem est une filiale.

Le marché, d'une valeur de 586 millions de dollars, a été sous-traité à une société française «PIE CAPAG», par Saipem, sa rivale



dans la consultation limitée ouverte. Plus grave, dans cette affaire ce gazoduc n'aura servi à rien : c'est un véritable éléphant blanc qui pourrait être la pièce centrale d'un musée virtuel algéro-italien de la corruption. Les principaux

accusés de ce procès inachevé — les gestionnaires de Sonatrach et les fils du PDG — risquent de très lourdes condamnations, pour l'exemple, dans une affaire qui n'aura pas tout livré.

Djilali Hadjadj

Citation

En Italie, «la vulgarité des nouveaux riches qui se rêvent voyous...»

«L'Italie est devenue lourde, d'une absolue vulgarité, la vulgarité des nouveaux riches qui se rêvent en voyous, sans élégance ni délicatesse. Berlusconi (*) a semé la graine.»

Giancarlo De Cataldo, juge italien et auteur de *Romanzocriminale*

(*) Ancien Premier ministre italien (à plusieurs reprises entre 1994 et 2011), impliqué et condamné dans plusieurs affaires de corruption, en visite officielle en Algérie en octobre 2010

UN PROCÈS SE TERMINE À ALGER, UN AUTRE S'OUVRE AUJOURD'HUI À MILAN

L'affaire Saipem-Sonatrach devant les juges italiens

Le procès Saipem-Sonatrach qui devait s'ouvrir le 2 décembre dernier à Milan en Italie avait été renvoyé au 25 janvier 2016. Il sera question notamment de pots-de-vin pour un montant de 200 millions de dollars versés par les Italiens à des intermédiaires et des dirigeants algériens : Bedjaoui Farid and Co, Chakib Khelil, etc.

Le groupe pétrolier italien ENI — tutelle de Saipem — avait été mis en cause dans une affaire de pots-de-vin. Pour rappel, le jeudi 7 février 2013, le parquet de Milan avait ouvert une enquête pour «corruption internationale» visant le directeur général du groupe pétrolier italien ENI dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin qui auraient été versés en Algérie. Toute la presse internationale, ainsi que les journaux algériens l'ont largement évoquée, à longueur de colonnes. Les bureaux de l'ENI et le domi-



cile de son directeur général avaient été perquisitionnés. Pour s'adjuger huit contrats de travaux dans les projets algériens de gazoduc Medgaz et du gisement Menzel Ledjet Est, évalués à 11 milliards de dollars (8,2 milliards d'euros), ENI et sa filiale d'ingénierie Saipem

(détenue à hauteur de 42,93%) auraient versé à une société de Hong Kong, Pearl Partners Limited, appartenant elle-même à un intermédiaire franco-algérien, Farid Bedjaoui, neveu de Mohamed Bedjaoui, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien président du Conseil

constitutionnel, la somme de 197 millions d'euros. Dans un communiqué diffusé le même jour, ENI et son directeur général se sont dits «étrangers» aux enquêtes visant les activités de Saipem en Algérie. Ils rappellent que lorsque les soupçons se sont portés sur la société d'ingénierie fin 2012, ils ont exigé une «rupture» dans le management de la Saipem, traduite par la mise à l'écart des cadres incriminés.

«L'ENI, avait conclut le communiqué, a fourni et fournira une coopération maximale à l'enquête.» Selon les informations rendues publiques par la presse italienne, et non contredites, l'enquête du parquet de Milan porte sur plusieurs grands contrats conclus par Saipem avec Sonatrach avant 2010, date de l'arrestation de son ancien P-DG par les autorités algériennes. Le parquet de Milan avait déjà ouvert en avril 2011 une enquête pour corruption présumée autour des activités de Saipem en Algérie.

D. H.